

[Page principale](#) > [Décrets et Lois](#) > **Décret 97-427 du 28 Avril 1997**

Décret 97-427 du 28 Avril 1997
Décret portant application de certaines dispositions de la loi n° 97-60 du 24 janvier 1997 tendant, dans l'attente du vote de la loi instituant une prestation d'autonomie pour les personnes âgées dépendantes, à mieux répondre aux besoins des personnes âgées par l'institution d'une prestation spécifique dépendance

NOR : TASA9721345D

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre du travail et des affaires sociales, du ministre de l'économie et des finances, du ministre de l'agriculture, de la pêche et de l'alimentation, du ministre de la fonction publique, de la réforme de l'Etat et de la décentralisation et du ministre délégué au budget, porte-parole du Gouvernement,

Vu le code de la sécurité sociale, notamment ses articles L 355-1 et L 815-2 ;

Vu le code de la santé publique, notamment son article L 711-2 ;

Vu le code du travail, notamment son article L 141-1 ;

Vu la loi n° 75-534 du 30 juin 1975, modifiée, d'orientation en faveur des personnes handicapées ;

Vu la loi n° 75-535 du 30 juin 1975, modifiée, relative aux institutions sociales et médico-sociales ;

Vu la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983, modifiée, complétant la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat ;

Vu la loi n° 97-60 du 24 janvier 1997 tendant, dans l'attente du vote de la loi instituant une prestation d'autonomie pour les personnes âgées dépendantes, à mieux répondre aux besoins des personnes âgées par l'institution d'une prestation spécifique dépendance ;

Vu le décret n° 97-426 du 28 avril 1997 relatif aux conditions et aux modalités d'attribution de la prestation spécifique dépendance instituée par la loi n° 97-60 du 24 janvier 1997,

TITRE Ier : DU COMITE NATIONAL DE LA COORDINATION GERONTOLOGIQUE.

Article 1

Abrogé par Décret 2001-1086 20 Novembre 2001 art 15 JORF 21 novembre 2001 en vigueur le 1er janvier 2002.

Article 2

Abrogé par Décret 2001-1086 20 Novembre 2001 art 15 JORF 21 novembre 2001 en vigueur le 1er janvier 2002.

Article 3

Abrogé par Décret 2001-1086 20 Novembre 2001 art 15 JORF 21 novembre 2001 en vigueur le 1er janvier 2002.

Article 4

Abrogé par Décret 2001-1086 20 Novembre 2001 art 15 JORF 21 novembre 2001 en vigueur le 1er janvier 2002.

Article 5

Modifié par Décret 2001-1086 20 Novembre 2001 art 14 JORF 21 novembre 2001 en vigueur le 1er janvier 2002.

Le rapport public prévu au troisième alinéa de l'article 1er de la loi du 24 janvier 1997 susvisée rend compte de la mise en uvre de cette loi et notamment des conditions d'attribution, à domicile et en établissement, de la prestation spécifique dépendance dans l'ensemble des départements.

Le comité institué par l'article L 113-2 du code de l'action sociale et des familles détermine, sur proposition du ministre chargé des personnes âgées, la liste des données dont il doit disposer pour établir son rapport annuel. Ces données sont adressées par les signataires des conventions prévues à l'article 1er de la loi du 24 janvier 1997 susvisée au représentant de l'Etat dans le département.

TITRE II : DISPOSITIONS GENERALES.

Article 6

La grille nationale prévue à l'article 5 de la loi du 24 janvier 1997 susvisée, décrite dans l'annexe I au présent décret, permet d'apprécier la plus ou moins grande capacité des demandeurs à effectuer diverses activités de la vie quotidienne. Cette capacité est cotée selon trois modalités conformément aux instructions contenues dans le guide de l'évaluation de la personne âgée dépendante fixé par arrêté du ministre chargé des personnes âgées. Pour classer les demandeurs, les données ainsi recueillies sont traitées par un mode opératoire de calcul unique décrit en annexe II et diffusé sous forme de logiciel par le ministère du travail et des affaires sociales.

L'annexe I au présent décret décrit également d'autres éléments dont il peut être tenu compte pour l'élaboration du plan d'aide et en particulier le lieu de résidence du demandeur et, le cas échéant, les aides publiques ou à titre gracieux dont il disposera.

Article 7

Les plafonds de ressources prévus à l'article 6 de la loi du 24 janvier 1997 susvisée sont fixés à 72 000 F par an pour une personne seule et à 120 000 F par an pour un couple.

Article 8

La somme déduite des ressources du couple, prévue à l'avant-dernier alinéa de l'article 6 de la loi du 24 janvier 1997 susvisée, est fixée à 2 000 F par mois.

Article 9

La prestation spécifique dépendance n'est pas versée lorsque son montant mensuel est inférieur ou égal à trois fois la valeur brute du salaire horaire minimum de croissance fixée par l'arrêté prévu à l'article D 141-1 du code du travail. Elle n'est pas recouvrée lorsque le montant total de l'indu est inférieur ou égal à ce même montant.

TITRE III : DE LA PRESTATION SPECIFIQUE DEPENDANCE A DOMICILE.

Article 10

Le délai prévu au troisième alinéa de l'article 15 de la loi du 24 janvier 1997 susvisée, dans lequel l'équipe médico-sociale propose un plan d'aide au demandeur de la prestation spécifique dépendance, est fixé à quarante jours suivant la date de dépôt du dossier complet de la demande.

Le demandeur doit renvoyer le plan d'aide, complété de la mention : "bon pour accord" et de sa signature, au président du conseil général dans les huit jours. S'il refuse le plan proposé, il peut indiquer, dans le même délai, au président du conseil général celles des prestations de services du plan d'aide dont il souhaite bénéficier. Dans cette hypothèse, un nouveau plan d'aide lui est en conséquence proposé dans un délai de quinze jours.

Article 11

Le plafond prévu au troisième alinéa de l'article 16 de la loi du 24 janvier 1997 susvisée est fixé à 10 % du montant maximum de la prestation spécifique dépendance prévu par le règlement départemental d'aide sociale en application de l'article 5 de ladite loi.

Le montant de la prestation pouvant être utilisé par le bénéficiaire pour acquitter des dépenses autres que de personnel est fixé, dans la limite du plafond défini à l'alinéa précédent, dans la décision d'attribution de la prestation.

Le bénéficiaire de la prestation doit conserver les justificatifs des dépenses mentionnées à l'alinéa précédent, acquittées au cours des six derniers mois. Ces justificatifs doivent être présentés aux agents compétents du département.

Article 12

Lorsqu'elle est versée à son bénéficiaire, la prestation spécifique dépendance est mandatée, à compter du mois qui suit le mois de la décision d'attribution, au plus tard le 10 du mois au titre duquel elle est versée.

TITRE IV : DE LA PRESTATION SPECIFIQUE DEPENDANCE EN ETABLISSEMENT.

Article 13

Jusqu'à la passation de la convention prévue à l'article 5-1 de la loi n° 75-535 du 30 juin 1975 susvisée, la tarification des prestations pouvant être prises en charge par la prestation spécifique dépendance dont il est fait mention à l'article 22 de la loi du 24 janvier 1997 est arrêtée par le président du conseil général pour chacun des établissements et pour chacun des groupes prévus à l'article 3 du décret du 28 avril 1997 susvisé.

TITRE V : MODALITES D'EXERCICE DU CHOIX ENTRE L'ALLOCATION COMPENSATRICE ET LA PRESTATION SPECIFIQUE DEPENDANCE.

Article 14

Créé par Conseil d'Etat 12 Juin 1998 n° 188738 JORF 12 juillet 1998.

Toute personne qui peut choisir, aux termes du troisième ou du quatrième alinéa du I de l'article 39 de la loi n° 75-534 du 30 juin 1975 susvisée, entre le maintien de l'allocation compensatrice ou le bénéfice de la prestation spécifique dépendance, peut déposer une demande pour cette prestation. Pour les personnes qui peuvent choisir en application du troisième alinéa susmentionné, cette demande doit être déposée deux mois avant l'âge de soixante ans ou avant la date d'échéance du versement fixée soit dans la décision d'attribution, soit lors de la dernière révision périodique.

Quarante jours au plus tard après le dépôt de cette demande, le président du conseil général informe l'intéressé du montant de la prestation dont il pourra bénéficier, assorti le cas échéant du plan d'aide correspondant.

Le demandeur doit faire connaître son choix au président du conseil général dans les huit jours, selon les modalités prévues au deuxième alinéa de l'article 10 du présent décret.

DOSSIER D'EVALUATION DE LA PERSONNE
ANNEXE I

Dossier non reproduit

ALGORITHME DE LA GRILLE AGGIR
ANNEXE II

La publication de l'algorithme de la grille AGGIR, ci-dessous, a été autorisée par son propriétaire, le Syndicat national de gérontologie clinique. Mis à la disposition des services de l'Etat et des collectivités territoriales, cet outil ne saurait être utilisé par d'autres personnes, en particulier à des fins lucratives, sans autorisation préalable et écrite du Syndicat national de gérontologie clinique.

1 Calcul des rangs

Chaque variable est affectée d'une modalité A, B ou C conformément au guide de l'évaluation de la personne âgée dépendante, fixé par arrêté.

GROUPE A

(1) : VARIABLES

(2) : MODALITE

(3) : VALEUR

-----;

: (1) : (2) : (3) :

-----;-----;

: Cohérence : C : 2 000 :

: Orientation : C : 1 200 :

: Toilette : C : 40 :

: Habillage : C : 40 :

: Alimentation : C : 60 :

: Elimination : C : 100 :

: Transfert : C : 800 :

: Déplacement : : :

: intérieur : C : 200 :

: Déplacement : : :

: extérieur : C : 0 :

: Communication : C : 0 :

: Cohérence : B : 0 :

: Orientation : B : 0 :

: Toilette : B : 16 :

: Habillage : B : 16 :

: Alimentation : B : 20 :

: Elimination : B : 16 :

: Transfert : B : 120 :

: Déplacement : : :

: intérieur : B : 32 :

: Déplacement : : :

: extérieur : B : 0 :

: Communication : B : 0 :

-----;

Sommatation des valeurs des variables :

- supérieure ou égale à 4 380 : rang 1 ;

- comprise entre 4 380 (exclus) et 4 140 (inclus) : rang 2 ;

- comprise entre 4 140 (exclus) et 3 390 (inclus) : rang 3 ;
- inférieure à 3 390 : tester les valeurs du groupe B.

GRUPE B

- (1) : VARIABLES
- (2) : MODALITE
- (3) : VALEUR

```

:-----:
: (1) : (2) : (3) :
:-----:-----:
: Cohérence : C : 1 500 :
: Orientation : C : 1 200 :
: Toilette : C : 40 :
: Habillage : C : 40 :
: Alimentation : C : 60 :
: Elimination : C : 100 :
: Transfert : C : 800 :
: Déplacement : : :
: intérieur : C : - 80 :
: Déplacement : : :
: extérieur : C : 0 :
: Communication : C : 0 :
: Cohérence : B : 320 :
: Orientation : B : 120 :
: Toilette : B : 16 :
: Habillage : B : 16 :
: Alimentation : B : 0 :
: Elimination : B : 16 :
: Transfert : B : 120 :
: Déplacement : : :
: intérieur : B : - 40 :
: Déplacement : : :
: extérieur : B : 0 :
: Communication : B : 0 :
:-----:
    
```

- Sommatation des valeurs des variables :
- supérieure ou égale à 2 016 : rang 4 ;
 - inférieure à 2 016 : tester les valeurs du groupe C.

GRUPE C

- (1) : VARIABLES
- (2) : MODALITE
- (3) : VALEUR

```

:-----:
: (1) : (2) : (3) :
:-----:-----:
: Cohérence : C : 0 :
: Orientation : C : 0 :
: Toilette : C : 40 :
: Habillage : C : 40 :
: Alimentation : C : 60 :
: Elimination : C : 160 :
: Transfert : C : 1 000 :
: Déplacement : : :
    
```

: intérieur : C : 400 :
 : Déplacement : : :
 : extérieur : C : 0 :
 : Communication : C : 0 :
 : Cohérence : B : 0 :
 : Orientation : B : 0 :
 : Toilette : B : 16 :
 : Habillage : B : 16 :
 : Alimentation : B : 20 :
 : Elimination : B : 20 :
 : Transfert : B : 200 :
 : Déplacement : : :
 : intérieur : B : 40 :
 : Déplacement : : :
 : extérieur : B : 0 :
 : Communication : B : 0 :
 :-----:

Sommatation des valeurs des variables :
 - supérieure ou égale à 1 700 : rang 5 ;
 - comprise entre 1 700 (exclus) et 1 432 (inclus) : rang 6 ;
 - inférieure à 1 432 : tester les valeurs du groupe D.

GRUPE D

(1) : VARIABLES
 (2) : MODALITE
 (3) : VALEUR

:-----:
 : (1) : (2) : (3) :
 :-----:-----:
 : Cohérence : C : 0 :
 : Orientation : C : 0 :
 : Toilette : C : 0 :
 : Habillage : C : 0 :
 : Alimentation : C : 2 000 :
 : Elimination : C : 400 :
 : Transfert : C : 2 000 :
 : Déplacement : : :
 : intérieur : C : 200 :
 : Déplacement : : :
 : extérieur : C : 0 :
 : Communication : C : 0 :
 : Cohérence : B : 0 :
 : Orientation : B : 0 :
 : Toilette : B : 0 :
 : Habillage : B : 0 :
 : Alimentation : B : 200 :
 : Elimination : B : 200 :
 : Transfert : B : 200 :
 : Déplacement : : :
 : intérieur : B : 0 :
 : Déplacement : : :
 : extérieur : B : 0 :
 : Communication : B : 0 :
 :-----:

Sommatation des valeurs des variables :

- supérieure ou égale à 2 400 : rang 7 ;
- inférieure à 2 400 : tester les valeurs du groupe E.

GRUPE E

- (1) : VARIABLES
- (2) : MODALITE
- (3) : VALEUR

```

:-----:
: (1) : (2) : (3) :
:-----:-----:
: Cohérence : C : 400 :
: Orientation : C : 400 :
: Toilette : C : 400 :
: Habillage : C : 400 :
: Alimentation : C : 400 :
: Elimination : C : 800 :
: Transfert : C : 800 :
: Déplacement : : :
: intérieur : C : 200 :
: Déplacement : : :
: extérieur : C : 0 :
: Communication : C : 0 :
: Cohérence : B : 0 :
: Orientation : B : 0 :
: Toilette : B : 100 :
: Habillage : B : 100 :
: Alimentation : B : 100 :
: Elimination : B : 100 :
: Transfert : B : 100 :
: Déplacement : : :
: intérieur : B : 0 :
: Déplacement : : :
: extérieur : B : 0 :
: Communication : B : 0 :
:-----:
    
```

- Sommaton des valeurs des variables :
- supérieure ou égale à 1 200 : rang 8 ;
 - inférieure à 1 200 : tester les valeurs du groupe F.

GRUPE F

- (1) : VARIABLES
- (2) : MODALITE
- (3) : VALEUR

```

:-----:
: (1) : (2) : (3) :
:-----:-----:
: Cohérence : C : 200 :
: Orientation : C : 200 :
: Toilette : C : 500 :
: Habillage : C : 500 :
: Alimentation : C : 500 :
: Elimination : C : 500 :
: Transfert : C : 500 :
: Déplacement : : :
: intérieur : C : 500 :
    
```

: Déplacement : : :
 : extérieur : C : 200 :
 : Communication : C : 0 :
 : Cohérence : B : 0 :
 : Orientation : B : 100 :
 : Toilette : B : 100 :
 : Habillage : B : 100 :
 : Alimentation : B : 100 :
 : Elimination : B : 100 :
 : Transfert : B : 100 :
 : Déplacement : : :
 : intérieur : B : 0 :
 : Déplacement : : :
 : extérieur : B : 0 :
 : Communication : B : 0 :
 :-----:

Sommatation des valeurs des variables :
 - supérieure ou égale à 800 : rang 9 ;
 - inférieure à 800 : tester les valeurs du groupe G.

GRUPE G

(1) : VARIABLES
 (2) : MODALITE
 (3) : VALEUR

:-----:
 : (1) : (2) : (3) :
 :-----:-----:
 : Cohérence : C : 150 :
 : Orientation : C : 150 :
 : Toilette : C : 300 :
 : Habillage : C : 300 :
 : Alimentation : C : 500 :
 : Elimination : C : 500 :
 : Transfert : C : 400 :
 : Déplacement : : :
 : intérieur : C : 200 :
 : Déplacement : : :
 : extérieur : C : 0 :
 : Communication : C : 0 :
 : Cohérence : B : 0 :
 : Orientation : B : 0 :
 : Toilette : B : 200 :
 : Habillage : B : 200 :
 : Alimentation : B : 200 :
 : Elimination : B : 200 :
 : Transfert : B : 200 :
 : Déplacement : : :
 : intérieur : B : 100 :
 : Déplacement : : :
 : extérieur : B : 0 :
 : Communication : B : 0 :
 :-----:

Sommatation des valeurs des variables :
 - supérieure ou égale à 650 : rang 10 ;
 - inférieure à 650 : tester les valeurs du groupe H.

GRUPE H

(1) : VARIABLES
 (2) : MODALITE
 (3) : VALEUR

```

:-----:
: (1) : (2) : (3) :
:-----:
: Cohérence : C : 0 :
: Orientation : C : 0 :
: Toilette : C : 3 000 :
: Habillage : C : 3 000 :
: Alimentation : C : 3 000 :
: Elimination : C : 3 000 :
: Transfert : C : 1 000 :
: Déplacement : : :
: intérieur : C : 1 000 :
: Déplacement : : :
: extérieur : C : 0 :
: Communication : C : 0 :
: Cohérence : B : 0 :
: Orientation : B : 0 :
: Toilette : B : 2 000 :
: Habillage : B : 2 000 :
: Alimentation : B : 2 000 :
: Elimination : B : 2 000 :
: Transfert : B : 2 000 :
: Déplacement : : :
: intérieur : B : 1 000 :
: Déplacement : : :
: extérieur : B : 0 :
: Communication : B : 0 :
:-----:
    
```

Sommaton des valeurs des variables :

- supérieure ou égale à 4 000 : rang 11 ;
- comprise entre 4 000 (exclus) et 2 000 (inclus) : rang 12 ;
- inférieure à 2 000 (exclus) : rang 13.

2 Passage des rangs aux groupes

```

:-----:
: RANGS : GROUPES :
:-----:
: 1 : 1 :
: 2, 3, 4, 5, 6, 7 : 2 :
: 8, 9 : 3 :
: 10, 11 : 4 :
: 12 : 5 :
: 13 : 6 :
:-----:
    
```

Article 15

Le ministre du travail et des affaires sociales, le ministre de l'économie et des finances, le ministre de l'agriculture, de la pêche et de l'alimentation, le ministre de la fonction publique, de la réforme de l'Etat et de la

décentralisation et le ministre délégué au budget, porte-parole du Gouvernement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Alain Juppé

Par le Premier ministre :

Le ministre du travail et des affaires sociales,

Jacques Barrot

Le ministre de l'économie et des finances,

Jean Arthuis

Le ministre de l'agriculture, de la pêche
et de l'alimentation,

Philippe Vasseur

Le ministre de la fonction publique,
de la réforme de l'Etat et de la décentralisation,

Dominique Perben

Le ministre délégué au budget,
porte-parole du Gouvernement,

Alain Lamassoure



URL : www.inserm.fr/age - [Webmaster](#)